

Si nous mettons un milliard dans Canadair ou Québec pour pouvoir conserver une industrie aéronautique au pays, eh bien, nous allons mettre un milliard dans cet effort en faveur de l'ouest du Canada.

Nous n'avons pas à nous excuser de ce que nous avons fait pour l'ouest du Canada. Je dis cela en toute fierté de député, en toute fierté de député ontarien. Je veux que toute la Chambre comprenne cela, spécialement les néo-démocrates et les libéraux. Je suggère à mes collègues qui rentrent dans des villes comme Yorkton, Regina, Kamloops et Prince-Albert que, samedi et dimanche, ils aillent par les rues dire aux gens qu'ils ont tourné en ridicule ce que nous avons essayé de faire pour l'ouest du Canada. Qu'ils l'essaient donc pour voir, quand ils rentreront chez eux.

Il y a autre chose que nous avons constaté, monsieur le Président. Nous avons constaté que les libéraux, dépourvus de politique, éprouvés par leurs ennuis de direction, s'accrochent à cette question qui est leur unique espoir de détourner l'attention. Nous avons appris que le Nouveau parti démocratique, qui n'a pas de problèmes de direction—pas encore—compte des députés de l'Ouest, des députés du Manitoba, de la Saskatchewan—pas un de l'Alberta—et de Colombie-Britannique qui tournent en ridicule les efforts que nous faisons pour aider l'Ouest.

Mieux encore, monsieur le Président, nous avons appris que le parti progressiste conservateur entendait redonner du travail aux Canadiens. Nous allons supprimer les disparités régionales. Nous épaulerons nos amis dans toutes les régions.

Je tiens à dire, monsieur le Président, que nous soutenons sans équivoque les efforts de notre collègue, la ministre d'État aux Finances (M^{me} McDougall), en ce qui concerne la Norbanque.

M. Simon de Jong (Regina-Est): Monsieur le Président, le débat de ce soir est très important, car les enjeux sont graves. En période d'austérité économique et de restrictions budgétaires, les sommes en cause sont effectivement très considérables. J'ai trouvé quelque peu regrettable le discours de la ministre d'État aux Finances (M^{me} McDougall), ce soir. Elle n'a malheureusement pas dit grand-chose, en effet, sur la situation de la Norbanque. J'espérais qu'elle nous mette au courant des événements et nous dise où en sont les négociations en vue d'organiser avec d'autres établissements une aide financière qui assurerait la survie de cette banque de l'ouest du Canada. Malheureusement, elle n'en a pas soufflé mot.

Je pensais que la ministre saisirait l'occasion de ce débat sur la Norbanque pour faire le point. Pour nous dire où en sont les choses et pourquoi elle s'est engagée ainsi que le gouvernement à rembourser tous les déposants non assurés si la banque risque d'être liquidée. Il est déplorable, encore une fois, monsieur le Président, qu'aucun ministériel ne soit intervenu jusqu'ici sur la question qui est au cœur du débat.

Une similarité que je vois entre l'affaire de la Banque Commerciale du Canada et celle du Pioneer Trust de Regina, en

Saskatchewan, c'est que dans les deux cas nous avons des gouvernements conservateurs qui ont la réputation d'être des gens d'affaires et de bien connaître le monde des affaires, mais qui prennent des décisions sans avoir toutes les données. Ils ne savaient pas ce qu'ils risquaient lorsqu'ils ont pris leurs décisions. Pourtant, ces décisions les engageaient, et avec eux les contribuables, à dépenser des millions de dollars.

Dans le cas de la Saskatchewan, le ministre des Finances avait écrit une lettre, plus tard rendue publique, disant que le gouvernement de la Saskatchewan garantissait une émission d'actions privilégiées qui servirait à renflouer Pioneer Trust. Il s'était engagé sans avoir consulté la comptabilité. Quel homme d'affaires sensé engagerait des millions de dollars sans examiner les livres? C'est inimaginable. Évidemment, il a fini par jeter un coup d'œil sur la comptabilité et c'est là qu'il a découvert la situation réelle. Le ministre des Finances de la Saskatchewan a reconnu qu'il avait découvert un puits sans fond et avait alors décidé de ne pas y plonger. Cette opération a coûté à la province quelque 24 ou 28 millions. Qui sait à combien cela se montera en fin de compte? En comparaison de notre budget national, ce n'est pas beaucoup. Par contre, pour les habitants de la Saskatchewan, c'est une grosse somme qui oblige le gouvernement provincial à réduire les dépenses en matière de santé et de voirie, ainsi que pour l'assistance sociale et beaucoup d'autres programmes importants. Mais, il y a de l'argent pour les banques.

A l'échelon fédéral, nous avons le cas de la Banque Commerciale du Canada. On fait la même erreur. Un gouvernement conservateur, une équipe d'hommes et de femmes fiers de leur sens des affaires qui n'ont cessé de répéter au cours de la campagne électorale: «Elisez-nous, car nous avons le sens des affaires. Nous allons rétablir de bonnes pratiques commerciales au sein du gouvernement». Cet engagement va nous coûter plus de un milliard de dollars sans que nous ayons eu la chance d'examiner les livres. Le ministre des Finances (M. Wilson) et la ministre d'État aux Finances nous ont dit qu'ils avaient des renseignements de première main. Monsieur le Président, en qualité de gardiens du Trésor public, nous avons ces questions à poser: Était-ce suffisant? Auraient-ils dû savoir que ces renseignements n'étaient pas suffisants? N'y avait-il pas assez d'indications, de signaux d'avertissement qui auraient pu permettre au gouvernement de se rendre compte que des informations manquaient? Je pense que la réponse est un «oui» retentissant.

Monsieur le Président, on pourrait passer en revue pendant des heures tous les incidents, tous les indices révélant que la Banque Commerciale du Canada avait de graves difficultés. Quand la ministre est entrée en fonction on l'avait déjà prévenue de la situation de la banque. Le fait que des financiers de l'acabit des Rosenberg et des Howard Eaton aient été mêlés aux activités de la banque aurait dû inciter le gouvernement à se douter que les choses finiraient par se gêner. Le gouvernement aurait dû savoir que les données de l'inspecteur général des banques ne suffisaient pas pour prendre une décision économiquement sage.